

Xavier Bertrand, une ambition nordiste

[Elsa Freyssenet](#) / Grand reporter au service Enquêtes des « Echos ».



Xavier Bertrand, une ambition nordiste *Lea Crespi* pour Les Echos Week-end

En visite dans les Hauts-de-France la semaine prochaine, Emmanuel Macron rencontrera un président de région très combatif, ulcéré par l'affaire Ascoval. L'ancien LR veut faire entendre à l'opinion, où sa cote ne cesse de monter, qu'il se bat comme un lion contre le chômage et l'extrême droite. Non sans arrière-pensées dirigées vers l'Elysée.

« *Quelle bande d'enfoirés... Je suis écoeuré.* » C'est ainsi que Xavier Bertrand a accueilli, le 22 octobre, le refus de Vallourec d'aider à la reprise de l'aciérie Ascoval de Saint-Saulve, dont le groupe est ancien propriétaire, actionnaire et donneur d'ordre. Il

était sur les routes de l'Aisne et entrevoyait l'échec de deux ans d'efforts pour sauver cette usine et ses 280 emplois. De l'issue de ce dossier dépendra l'accueil qu'il réservera à Emmanuel Macron lors de sa visite dans les Hauts-de-France, du 7 au 9 novembre. Ces dernières semaines, son bras de fer avec l'Etat, actionnaire de Vallourec, est devenu public. Dans les médias, il a dénoncé « *un assassinat* » et « *le cynisme d'Etat* ». Dans l'Aisne, le 22 octobre, il est resté suspendu toute la journée à des signaux de l'exécutif, envoyant des SMS à tour de bras entre deux visites d'entreprise. Les trajets en voiture étaient ponctués de silences : réfléchir, ne pas exploser tout de suite, mais attaquer quand même. « *Non seulement on ne peut pas compter sur ces gens-là mais, en plus, ils vous plantent* », peste-t-il. Et, tout en colère froide, il assène : « *Si cette histoire s'arrête maintenant, ils s'en foutent, c'est loin des élections.* » Excessif ? Voire irresponsable ? C'est ce qu'on pense au cabinet du ministre de l'Economie, Bruno Le Maire : « *Une attitude agressive populiste à la Mélenchon n'aidera pas les salariés.* » Mais depuis son élection à la tête des Hauts-de-France contre Marine Le Pen en décembre 2015, Xavier Bertrand a promis d'être le porte-voix des habitants de sa grande région. En usant de tous les moyens à sa disposition.

C'est ainsi qu'il a sauvé le canal Seine-Nord, qui doit relier la région parisienne au réseau fluvial du nord de l'Europe - Emmanuel Macron voulait l'abandonner. Ni une ni deux, il a organisé un rassemblement d'élus locaux le jour de la venue du président de la République à Amiens, le 3 octobre 2017. Et il a obtenu gain de cause en proposant que la région remplace l'Etat comme pilote du projet - une première pour un ouvrage de cette dimension.

LES COMPLIMENTS DE MARTINE AUBRY

Un élu de droite converti à l'« agit-prop », c'est assez rare. « *Si c'est pas malheureux...* », feint-il de regretter. « *Il est redoutable* », soupire un marcheur du premier cercle. Pour se faire entendre sans lasser, tout est dans le dosage : à rebours de l'opposition systématique d'un Laurent Wauquiez ou d'un Jean-Luc Mélenchon, Xavier Bertrand fait son marché dans la politique gouvernementale. Il a approuvé les ordonnances travail et la réforme de l'apprentissage chères aux chefs d'entreprise, il promet d'« *abonder* » le plan pauvreté, dont de nombreux habitants de sa région - la plus pauvre de France - pourraient bénéficier. Mais il critique la méthode avec des

mots ravageurs : « *emprise de la technostructure* », « *déconnexion* », « *calculatrice au pouvoir* »... « *Ce n'est pas une position idéologique, c'est une posture empathique. C'est en cela qu'elle peut être efficace* », analyse Philippe Grangeon, dirigeant de LREM très écouté du chef de l'Etat. L'intéressé corrige : « *Les Français ne sont pas du tout réfractaires aux réformes, mais l'esprit de justice, c'est la clé. Les premiers de cordée, le ruissellement, c'est une folie de penser que cela marche.* » En fait, Xavier Bertrand tend un miroir à Emmanuel Macron : comme le président (et avant lui), il a fait vœu de « *rassembler* » les bonnes volontés « *et de droite et de gauche* » pour faire progresser sa terre d'élection, mais il profite des difficultés de l'hôte de l'Elysée pour se poser en vrai représentant du terrain. Lui-le-peuple et le président-la caste-la finance. Un peu facile peut-être, mais efficace dans l'opinion...

Le socialiste Daniel Percheron, ex-président de la région, approuve : « *Il est sur un chemin de crête qu'il arpente avec une sûreté de pas surprenante et une justesse de discours absolument remarquable.* » Bigre ! Martine Aubry, qui peut avoir la dent dure, le complimente : « *On a des conversations très directes, on a des désaccords, mais dans un climat apaisé. On refait vraiment de la politique et c'est assez agréable.* » Ils ne sont pas rivaux puisqu'aucun ne brigue le poste de l'autre. Ensemble, ils sont allés défendre à Paris l'installation dans les Hauts-de-France d'un festival international des séries. « *Je ne regarde presque jamais de séries* », avait d'abord hésité la maire de Lille. « *Il paraît que si on y va ensemble, cela peut surprendre* », l'a convaincue Xavier Bertrand. Ils l'ont finalement emporté. Que de grands élus de bords différents se rejoignent sur des projets locaux est chose assez fréquente, mais, dans ce cas précis, ce n'était pas gagné. Il a fallu un changement express de comportement chez Xavier Bertrand.

Encore politicien au soir du premier tour des régionales, il coupe court à toute fusion de sa liste avec celle des socialistes, malgré les pourparlers engagés par ses partenaires centristes. « *Ils essayaient de me remplacer* », dit-il. Face à une Marine Le Pen donnée favorite (plus de 40% au premier tour), les socialistes se retirent, ils font campagne pour l'ancien chouchou de Nicolas Sarkozy, les électeurs lui donnent sa chance... Et voilà qu'au soir de sa victoire, l'ex-ministre surprend tout le monde. Lui si longtemps enfermé dans ses éléments de langage semble parler avec ses tripes et des mots qui sonnent authentiques. Il promet de faire de la politique autrement, de toujours « *rester à portée d'engueulade* ». Il a tenu parole. Il va sans cesse au-devant des habitants de la région. Son expression fétiche : « *Dites-moi ce qui ne fonctionne*

pas. » Il cajole les figures du PS : l'ex-tête de liste Pierre de Saintignon est consulté régulièrement et, chaque fois que cet homme très impliqué à la fois dans les entreprises d'insertion et les nouvelles technologies a besoin d'un renfort, Xavier Bertrand « *répond toujours présent* ». C'est son intérêt dans cette terre traditionnellement de gauche mais force est de constater qu'il ne mégote pas. À Daniel Percheron, il a confié une mission pour la revivification du bassin minier. « *J'ai passé l'âge de penser qu'il faut s'essuyer les pieds sur ses prédécesseurs pour asseoir sa légitimité* », explique-t-il. Et encore bing pour Macron...

Entre les deux hommes, c'est l'histoire d'un rendez-vous manqué. Avec son positionnement, son parcours d'élu de province monté à Paris (et pas le contraire), Xavier Bertrand aurait pu être une prise de choix, un profil complémentaire à celui du chef de l'Etat. Bertrand Premier ministre, le bruit a d'ailleurs couru entre les deux tours de la présidentielle et l'intéressé dit avoir reçu des messages d'émissaires : « *Emmanuel Macron va t'appeler.* » À la place, c'est son bras droit Alexis Kohler qui a décroché son téléphone, sans offre précise. Mauvais départ avec le président des Hauts-de-France, connu pour sa susceptibilité, et dialogue infructueux. « *Macron n'a jamais eu envie que je sois son Premier ministre, mais il a joué avec cela* », dit aujourd'hui Xavier Bertrand. Dans l'entourage du chef de l'Etat, plusieurs sources confirment l'absence d'envie : pourquoi installer un rival potentiel à Matignon ? Et, contrairement aux juppéistes, l'élu des Hauts-de-France n'avait pas réprouvé le candidat François Fillon... « *Je n'ai pas souvenir qu'on ait sérieusement pensé à Bertrand comme Premier ministre* », se remémore Philippe Grangeon, patron par intérim de LREM. L'intéressé invoque, lui, des désaccords de fond avec la macronie, sur la hausse de la CSG, la sécurité, la laïcité. « *Ils ne voulaient pas d'un projet de coalition. Macron voulait tout à sa main, un nouveau monde aseptisé avec l'uniforme d'En marche, le sentiment de toute-puissance.* » Et Xavier Bertrand, lui, ne veut plus de patron : « *Ah ça non ! Personne ne va me bouffer ma liberté.* »

UNE PETITE MUSIQUE INTÉRIEURE

Susceptibilité, liberté... il faut ajouter un élu bousculé par une recombinaison politique à laquelle il ne croyait pas : « *Je n'y crois toujours pas. Macron est une parenthèse.* » Pourtant, d'après ses interlocuteurs de l'époque, il s'est quand même posé la question. L'un d'eux, qui le connaît bien, raconte : « *Xavier n'était pas clair, il ne voulait pas envoyer de signaux mais il en envoyait quand même... Dans les moments clés, il a beaucoup d'hésitations car il a peur de tout perdre.* » Sa crédibilité

régionale, car il avait juré de rester à son poste jusqu'en 2021. Et un espace pour bâtir une candidature présidentielle. Oui, vous avez bien lu... « *Il a en lui cette petite musique qui lui dit qu'il a une voix singulière et un message qui correspond au pays* », confie Christophe Coulon, son lieutenant depuis vingt ans, aujourd'hui vice-président à la région. « *Je ne suis pas président de la France, je suis président des Hauts-de-France* », répète Xavier Bertrand au cours de ses visites de terrain, comme pour faire infuser l'idée. C'est la raison pour laquelle beaucoup ne comprennent pas qu'il ait claqué la porte des Républicains en décembre 2017, contrairement à Valérie Pécresse qui joue l'opposition interne à la ligne identitaire Wauquiez. « *Pour la présidentielle, ne pas avoir de parti est un vrai handicap* », lui a dit le député LR du Nord Sébastien Huyghe. En vain : « *Les partis politiques, je n'y crois plus, dit-il. Tout se barre de partout, la confiance se disloque dans toute l'Europe. Les gens ont mille bonnes raisons de ne plus s'intéresser à nous et on a encore de la chance qu'ils ne nous jettent pas des cailloux.* » Son enjeu : « *Faire réussir la région et repousser, non pas à cinq ou six ans, mais très loin, l'échéance des extrêmes. Ici, je pense que je peux montrer que c'est possible.* » Son souhait : « *Si je réussis, je change de catégorie : je passe de diseux à faiseurs.* »

À chaque assemblée plénière, il pointe « *l'incompétence* » des élus d'extrême droite. « *Il en fait un théâtre pour s'afficher comme le premier adversaire du RN* », analyse le politologue lillois Pierre Mathiot. Mais il ne fait pas que cela. À l'opposé, dit-il, d'« *Emmanuel Macron [qui] nourrit le combat avec les extrêmes* », il veut « *s'attaquer aux causes* » du vote extrême, la désespérance sociale, le repli sur soi, l'isolement... « *Le jour où je réussis à montrer qu'on peut rebondir dans cette région, les choses auront vraiment changé.* » Son credo : le pouvoir d'achat « *car il concerne à la fois les chômeurs et les salariés* ». Ses moyens : des aides concrètes, tout de suite, pour faciliter la reprise ou la conservation d'un travail. Certaines ont trouvé leur public, d'autres non. Mais, face au chômage, Xavier Bertrand veut tout essayer. Il a demandé à être jugé sur ses résultats économiques ; son principal ennemi est moins la colère que l'indifférence. Pour les entreprises, il a porté la prime d'apprentissage à 3 000 euros la première année, fusionné les dispositifs d'aide à la trésorerie (500 sociétés aidées) et s'active pour développer l'industrie de l'image. Le patronat applaudit : « *Incontestablement, il réussit à incarner la région en termes de leadership* », salue le président du Medef local, Frédéric Motte. Sa méthode : rassembler tous les acteurs d'un dossier, décider vite et assurer le suivi

personnellement. Le cdtiste picard Frédéric Massez raconte : « *C'est une éponge. Il écoute, il comprend, il analyse, il est très réactif.* »

DU COURTISAN À L'AFFRANCHI

Patronat et syndicat notent tout de même que l'intendance a du mal à suivre. Et les fonctionnaires régionaux, déjà traumatisés par la fusion du Nord-Pas-de-Calais et de la Picardie, grognent. « *43% des employés des services centraux sont fortement ou très fortement exposés à des risques psychosociaux* », a souligné une expertise de Secafi rendue au début de l'année... Aux dires des uns et des autres, Xavier Bertrand centralise toutes les décisions et s'appuie davantage sur son cabinet que sur ses directeurs de service ou ses vice-présidents (à quelques exceptions près). Les syndicats pointent le manque de vision à moyen terme, tout comme nombre d'observateurs. « *Je sais clairement où sont les pièces du puzzle, mais tout le monde ne le voit pas encore* », concède le président de région. Il veut unifier et désenclaver la région par le canal Seine-Nord et des travaux routiers. Quant à la conversion à l'économie du futur, c'est le rôle de la « mission Rev3 » pour la troisième révolution industrielle théorisée par Jeremy Rifkin (lire p. 28). Ce dernier est consultant auprès des Hauts-de-France (pour 102 000 euros en 2018) ; la mission est pilotée par l'ancien député de droite et ex-président de la CCI Philippe Vasseur. C'est lui qui a eu l'idée de ce chantier. Il l'a démarré il y a cinq ans sous mandature PS ; il le continue et l'amplifie depuis. C'est ainsi que le président des Hauts-de-France reprend à son compte la partie la plus porteuse de l'héritage socialiste. Pour préparer d'autres conquêtes ?

Il essaie de couper court : « *Pendant des années, je ne me suis pas protégé contre l'ambition et je vois ce que cela m'a fait faire... des conneries.* » On a effectivement connu Xavier Bertrand le courtisan, guettant toujours l'éventuel mépris des hauts fonctionnaires pour son métier d'assureur. Puis on l'a vu se libérer du regard des autres après 2015. Modification vestimentaire : il a banni les cravates puis il a troqué ses chaussures Mephisto pour des sneakers tout aussi confortables mais bien plus à la mode. La légende répandue par ses proches voudrait qu'il ait « *changé* ». De comportement et de chemin, mais pas de personnalité ni de but. Il dit se moquer de sondages favorables mais vous les signale quand même. La méfiance est une seconde nature. En 2016, il a été bousculé par une polémique sur ses revenus : après l'abandon de ses mandats de député et de maire, il s'est mis à percevoir une rémunération pour la présidence de la communauté d'agglomération de Saint-Quentin. Il y avait droit mais cela surprenait après ses plaidoyers pour le non-cumul. Aussi

prévoit-il de faire auditionner sa troisième épouse, Vanessa Williot, ancienne lobbyiste chez Rivington, par la commission de déontologie.

Qui est vraiment Xavier Bertrand ? Cet homme devenu récemment père pour la quatrième fois qui vous parle, une étincelle dans les yeux, de sa passion pour les automobiles et les fêtes foraines, avant de lâcher en riant : « *Je suis un grand enfant, ça oui !* » Ou ce politique secret, dont les mots redeviennent calculés, avec les mêmes histoires répétées et des formules martelées ? On doit revenir à la charge plusieurs fois pour qu'il exprime son ressort intime : « *Servir à quelque chose* », finit-il par dire. On apprend qu'adolescent il était « *paniqué par l'idée de la mort* », de sa « *propre disparition* ». Un élu de la région confie : « *C'est un boulimique, il est hanté par la peur de s'emmerder, la peur du vide.* »

Après Bertrand le courtisan puis Bertrand l'affranchi, il construit en fait une troisième étape en tissant une toile entre son expérience régionale et son ambition nationale. Il compte présenter dans les mois qui viennent son idée de la réforme des retraites, ses propositions pour l'emploi et un projet pour l'Europe. Et lui dont l'ouverture politique s'est arrêtée aux portes de l'écologie - il est pronucléaire, contre les éoliennes et la hausse des taxes sur le diesel, il a confié la présidence de la commission environnement de la région à un chasseur - promet de passer à la vitesse supérieure en 2019 sur l'environnement. Toujours à l'affût, toujours en mouvement... « *Pour pouvoir être candidat à la présidentielle, il faut au moins deux choses, dit-il. Faire réussir sa région et avoir en tête les quatre ou cinq réformes majeures qui feraient du bien aux Français et au pays. Êtes-vous sûr de les avoir trois ans et demi avant l'échéance ? Celui qui dit ça est inconscient.* » Formuler c'est s'engager et sa prudence sémantique serait une forme de protection contre lui-même. Un « *pare-feu* », convient-il.

Parce qu'il est d'un naturel pressé et plus tranché, Gérard Darmanin, resté un proche même s'il est devenu ministre de l'Action et des Comptes publics, nous confiait il y a un an : « *S'il veut jouer dans la cour des très grands, il faudra qu'un jour Xavier prenne un risque à la hauteur de l'enjeu. Jusqu'à présent, il ne l'a pas fait, sauf aux régionales de 2015.* » Rapporter ces propos à l'intéressé, c'est le voir bondir sur sa chaise et vous pointer du doigt. Alors qu'il déroule longuement son CV et ses faits d'armes, on se dit qu'on a touché un point sensible.

EN POLITIQUE DEPUIS VINGT ANS

21 mars 1965 : Naissance de Xavier Bertrand à Châlons-sur-Marne.

1992 : Agent général d'assurances à Saint-Quentin (Aisne), métier qu'il exerce jusqu'en 2004.

1998 : Elu pour la première fois sur son nom conseiller général (RPR) de l'Aisne.

2002 : Député de l'Aisne.

2004 : Première entrée au gouvernement comme secrétaire d'Etat à l'Assurance-maladie puis ministre de la Santé un an plus tard.

2007 : Ministre du Travail, sous Nicolas Sarkozy (il le sera à nouveau de 2010 à 2012. Photo : avec Jean-Louis Borloo).

2008 : Secrétaire général de l'UMP.

2010 : Maire de Saint-Quentin (Aisne).

2015 : Elu président de la région des Hauts-de-France face à Marine Le Pen. Il abandonne ses mandats de député et de maire mais reste président de la communauté d'agglomération de Saint-Quentin.

DES HAUTS ET DES BAS

Les tops

Relance du projet du canal Seine-Nord-Europe.

Maintien de l'activité et des emplois quand Whirlpool quitte Amiens. Maintien de Pentair (robinetterie industrielle) dans sa région, sauvetage des dentelles Noyon à Calais et des chaussettes Kindy dans l'Oise.

10 000 personnes aidées par Proch'Emploi, dont 8 800 contrats de travail.

Installation d'un festival international des séries à Lille.

Les flops

Choix d'Amsterdam et non de Lille pour accueillir l'Agence européenne du médicament de Londres après le Brexit.

Fermeture pure et simple du site sidérurgique NMLK à Beautor (Aisne) et d'une ligne de production de Vallourec à Saint-Saulve (différente d'Ascoval, dont le sort sera bientôt fixé).

Echec de la voiture à 2 euros par jour (sous condition des ressources jusqu'à deux Smic) : 181 remises de clés seulement en dix-huit mois.

Démarrage timide pour l'aide au permis de conduire créée en juillet 2018 (71 demandes, 17 accordées).